



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

aides soignants

Question écrite n° 12443

Texte de la question

M. Jean-Marc Nesme * appelle l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur le problème de la reconnaissance du statut de la profession d'aide soignant. Il tient à lui rappeler la mission importante de ces personnels qui assurent l'ensemble des soins de base nécessaires aux personnes malades, handicapées ou en fin de vie. Parmi le personnel soignant, les aides soignants représentent un groupe social encore plus important que celui des infirmiers. Or, depuis le 1er septembre 2002, la formation d'aide soignant ne figure plus sur la liste des formations homologuées et ne peut donc plus bénéficier de prise en charge. Le coût de cette formation est élevé contrairement à la formation des infirmiers qui est gratuite. A l'heure où les patients font valoir leurs droits pour des soins de qualité et demandent une médecine plus humaine, où la relation d'aide et d'écoute est importante, il lui demande de lui préciser ce qu'il compte mettre en oeuvre pour donner toute la place que mérite cette profession paramédicale au sein du système de soins.

Texte de la réponse

Le rôle des aides soignants découle des dispositions de l'article 2 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993 relatif aux actes professionnels et à la profession d'infirmier. Conformément à ce texte, l'aide soignant intervient dans le cadre du rôle propre de l'infirmier, en collaboration avec lui et sous sa responsabilité, dans la limite de la compétence qui lui est reconnue du fait de sa formation. Diverses mesures sont intervenues ces dernières années pour tenir compte du rôle important que les aides soignants occupent au sein du système de soins, notamment auprès des personnes âgées. Ainsi, la formation initiale a été renouvelée et renforcée en 1994 et est désormais sanctionnée par un diplôme professionnel. Avant le 1er juillet 2003, un groupe de travail comprenant l'ensemble des représentants de la profession sera réuni afin d'examiner notamment l'élaboration d'un « référentiel-métier » qui pourrait constituer une première approche vers une reconnaissance professionnelle, en particulier dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Par ailleurs, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées est tout à fait conscient des difficultés rencontrées pour le financement de la formation des aides soignants et il regrette vivement cette situation. Il est vrai que cette formation, d'une durée d'un an, est payante, contrairement à celle en soins infirmiers. Son coût peut varier de 2 135 euros à 3 050 euros selon les écoles qui sont attenantes aux instituts de formation en soins infirmiers ou au sein de ceux-ci. Cependant, des aides financières sont possibles, notamment le maintien du traitement au titre de la promotion professionnelle pour environ un quart des élèves agents de la fonction publique et des bourses d'études du ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées, attribuées par critères de ressources par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales. Diverses possibilités d'aides financières sont également accessibles en sollicitant les ANPE, les ASSEDIC, les conseils généraux ou régionaux.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Nesme](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 12443

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 17 février 2003, page 1187

Réponse publiée le : 16 juin 2003, page 4871